

Pourquoi la guerre en Ukraine va durer

Guy Mettan,* Genève



Guy Mettan
(Photo mad)

Après avoir provoqué le scandale dans une Europe convertie au bellicisme et suscité l'espoir dans le reste du monde, l'offre de négociations de paix faite par Donald Trump à la Russie est en train de s'enliser. Pour une raison simple: trop d'acteurs, à commencer par les Ukrainiens,

les Européens et les va-t'en guerre américains, ont intérêt à ce que la guerre continue. Même si un accord entre Trump et Poutine et un cessez-le-feu temporaire advenaient, ils ne mettraient pas vraiment fin aux hostilités. Pas pour le moment en tout cas.

L'examen froid et dépassionné des réalités militaires, politiques et diplomatiques du moment ne pousse en effet guère à l'optimisme.

Côté ukrainien, la volonté de paix est proche de zéro. Seuls le petit peuple et les soldats enrôlés de force souhaitent la fin de la guerre. Mais on ne leur demande pas leur avis. Les partisans du dialogue et d'une paix négociée ont été interdits ou emprisonnés. Les milieux nationalistes proches de Zelenski et la grande bourgeoisie qui roule en Porsche Cayenne et en Tesla dans nos villes n'y ont aucun intérêt. Ils vivent depuis trois ans aux crochets de l'Occident qui fournit sans relâche des équipements militaires, forme les troupes, coordonne leurs attaques (voir les dernières révélations du «New York Times»), finance les voyages de fundraising à l'étranger et paie les fins de mois difficiles à coups de milliards.

Il n'y a donc aucune raison d'interrompre ce flot continu de bonnes grâces. D'autant plus que, si la paix devait survenir, il faudrait organiser des élections au risque de les perdre. Depuis que le ré-

gime de Kiev a décidé de couper court aux négociations avec la Russie en avril 2022 et tant que les avancées russes sur le terrain et les pressions de Donald Trump en faveur de vraies négociations pourront être contenues, Kiev n'a aucune raison objective de vouloir la paix. Sur le terrain, on constate d'ailleurs que l'Ukraine a tout fait pour saboter les maigres accords obtenus en continuant à bombarder des cibles énergétiques russes.

Côté européen, l'humeur est aussi à la guerre. Tous les partis politiques au pouvoir rivalisent de bellicisme, les plus militaristes étant au nord et à l'est – Scandinavie, Danemark, Pays baltes et Pologne – et les plus modérés au centre et au sud, la Grande-Bretagne faisant exception, à l'ouest du continent, par sa fièvre militariste. Seules la Hongrie et la Slovaquie font exception. Mais elles ne pèsent guère. Quant aux peuples, ils n'ont pas plus leur mot à dire qu'en Ukraine, les partis hostiles à la guerre étant relégués dans l'opposition ou sommés de changer d'avis quand ils accèdent au pouvoir. Voir l'Autriche, la Hollande ou l'Italie.

Les divergences par rapport à la guerre sont donc de nature cosmétique – plus ou moins de sanctions, plus ou moins de livraisons d'armes, plus ou moins de milliards donnés sans condition. Mais elles ne portent pas sur le fond. Et elles resteront d'autant plus marginales que les dirigeants européens ont besoin de la guerre pour rester au pouvoir: le conflit – et les foudrues de Donald Trump – ont lancé ou relancé la carrière des Macron, Merz, Starmer, von der Leyen, Mette Frederiksen, Donald Tusk. Ils ont trop besoin du Grand Méchant Russe, et depuis deux mois du Grand Méchant Trump, pour consolider leur pouvoir flageolant et faire oublier leur impopularité et leurs difficultés domestiques.

La classe dirigeante européenne vit aussi dans l'irréalité la plus totale. D'un côté, elle est vexée d'avoir été écartée des négociations, et de l'autre elle refuse de discuter avec Poutine. Où est la logique? Elle refuse également de voir les enjeux profonds du conflit, les inquiétudes sécuritaires qui ont poussé les Russes à déclencher leur guerre défensive contre la progression de l'OTAN et la nucléarisation de l'Ukraine. Et elle continue

* Guy Mettan (1956) est politologue, journaliste indépendant et auteur. Il a commencé sa carrière journalistique en 1980 à la «Tribune de Genève» dont il a été le directeur et le rédacteur en chef de 1992 à 1998. De 1997 à 2020, il a été directeur du «Club suisse de la Presse» à Genève. Guy Mettan est membre du Parlement cantonal genevois depuis 20 ans.

à vivre dans l'illusion que les très-courageux-et-héroïques Ukrainiens peuvent terrasser l'ours russe. Tant qu'elle n'admettra pas que la sécurité européenne ne peut pas être assurée aux dépens de celle de la Russie et que l'Europe aura plus à perdre d'une défaite ruineuse de l'Ukraine que d'une victoire supposée de la Russie, aucun chemin vers la paix n'est possible.

Enfin, la Russie a immédiatement saisi la perche tendue par l'Administration Trump, qui est la première du genre depuis quinze ans de dégradation continue des relations américano-russes. Mais elle reste très circonspecte car elle a perdu toute confiance dans la parole occidentale. La promesse faite de ne pas étendre l'OTAN à l'Est en 1991 a été bafouée.

La plupart des traités de sécurité stratégique signés par les Etats-Unis ont été unilatéralement dénoncés par la partie américaine: traité ABM dès 2002, traité Open Skies, traité INF en 2018. La rupture de ce dernier ouvrirait directement la voie à un réarmement nucléaire de l'Ukraine. Du coup, la Russie a suspendu le dernier traité stratégique en vigueur, New START, qui expire de toute façon l'an prochain.

De même, les *Accords de Minsk* de 2015, pourtant validés par l'ONU, n'ont pas été appliqués par l'Ukraine ni par la France et l'Allemagne qui les garantissaient. Ils ont même été utilisés pour permettre à l'Ukraine de se réarmer, de l'aveu même de *François Hollande* et d'*Angela Merkel*.

La manière dont les Etats-Unis ont dénoncé l'accord JCPOA sur le nucléaire iranien après l'avoir laborieusement signé en 2015 n'inspire pas non plus confiance. Comment croire, dans ces conditions, à la bonne foi occidentale? Le cessez-le-feu général voulu par Trump et posé comme condition préalable à des négociations de paix n'est-il pas qu'une manœuvre de plus pour enfumer la Russie et permettre aux armées otano-kiéviennes de se refaire une santé avant de repartir à l'offensive?

Vues du côté russe, les promesses occidentales ne valent donc plus un clou. C'est pourquoi Poutine demande des gages de bonne volonté et des actes concrets avant de s'engager. Et qu'il exige de négocier d'abord, afin de définir le cadre général d'une paix globale, avant de procéder à un cessez-le-feu général sur le terrain. Il sait très bien que si une trêve temporaire intervient et que les négociations prévues capotent (ce qui se produira à coup sûr puisque l'Ukraine ne souhaite aucun compromis en l'état), la Russie se-

rait accusée de tous les maux et mise au ban des nations si les hostilités reprenaient (et cela même si cette reprise était le fait des Ukrainiens).

Enfin le fait que les armées russes progressent, lentement mais sûrement, ne pousse pas non plus les Russes à négocier, même si ce n'est pas l'élément déterminant.

Quant aux Etats-Unis, ils sont eux aussi partagés. Si Donald Trump et *JD Vance* se disent favorables à un règlement négocié, il n'en va pas de même pour de nombreux Républicains: le secrétaire d'Etat *Marco Rubio*, le conseiller à la sécurité *Michael Waltz*, le sénateur *Lindsey Graham* sont des russophobes avérés, qui peuvent s'appuyer sur les Démocrates. Donald Trump est par ailleurs un homme pressé. Or il n'obtiendra pas les résultats espérés dans les délais qu'il s'est imprudemment fixés. On constate que même une trêve temporaire des bombardements contre les cibles énergétiques et un accord limité sur la navigation dans la mer Noire se sont révélés très difficiles à mettre en œuvre dans la pratique.

A partir de là, une recrudescence de la guerre, du soutien à l'Ukraine et des sanctions économiques pour faire pression sur la Russie n'est pas du tout à exclure. Seconde hypothèse: les Etats-Unis continuent à mener des discussions bilatérales et parviennent à un accord limité à la Russie, au terme duquel ils renouent des relations diplomatiques et économiques avec elle, tout en laissant l'Ukraine continuer la guerre avec l'aide des Européens. Dans les deux cas, la guerre se poursuit.

Conclusion: les Russes ne cédant pas, puisqu'il s'agit d'une menace existentielle pour eux, et les dirigeants ukrainiens et européens dépendant de la guerre pour se maintenir au pouvoir, à l'instar de Netanyahu avec sa guerre en Palestine, c'est l'évolution de la situation sur le terrain qui sera déterminante.

En clair, c'est la guerre qui décidera de la paix. Si les Ukrainiens sont forcés de lâcher prise, leurs soutiens seront enfin obligés d'accepter la réalité et d'arrêter les combats aux conditions de la Russie. S'ils devaient au contraire réussir à résister grâce, par exemple, à l'envoi de troupes européennes sur le terrain, la Russie engagerait ses missiles nucléaires tactiques. Dans les deux cas, l'Europe sera perdante.

A vous de choisir l'option qui vous semble la moins pire.